n° 48

Les POINTS SUR LES i

LE JOURNAL DE L'ISIC - JANVIER 2025

INCLUSION ET COMMUNICATION
EN QUÊTE DE REPÈRES

INITIATIVES

SOIF, L'EAU SOUS TOUTES SES FORMES
SCIENCE DU MOUVEMENT, UNE NOUVELLE ÈRE

TECHNOLOGIE

COLLECTIVITÉS, VERS UNE COMMUNICATION DIGITALE
LA VIE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN DIRECT À LA MAISON

RECHERCHE

ATTIA : UN NOUVEL AXE DE RECHERCHE AU MICA

Université BORDEAUX MONTAIGNE

SOMMAIRE

ACTUALITÉS 3

Opération campus : la fin des chantiers

INITIATIVES 4

Soif, L'eau sous toutes ses formes

Science du mouvement, une nouvelle ère

DOSSIER 5

Paralympiques et handisport : Le revers de la médaille ?

Medusyne, berceau de talents à Bordeaux

La fac change les règles !

Un lieu partagé au fil des générations

Jeunes et communication institutionnelle : inclusion impossible ?

FALC : Une solution à l'inclusion ?

Informer en toute visibilité

TECHNOLOGIE 11

Collectivités direct live à la maison

Territoires à l'heure digitale

MÉTIERS 12

Aurélie Laborde, de maître de conférences à professeure des universités

Rafael Lalanne-Touchy, Gestionnaire des masters d'Info Com

Anne Geslin-Beyaert, référente déontologie

RECHERCHE 14

ATIIA : Un nouvel axe de recherche au MICA

INTERNATIONAL 15

De Lomé à Bordeaux, Erasmus version Solim et Dominique

Les nouvelles plumes internationales de Pop Up

ÉDITO

L'être communicant public n'est pas tout à fait un hominidé comme les autres. Plusieurs idées se bousculent dans sa tête au moment où la société vit à l'aune d'un profond bouleversement et doit faire des choix précis. Va-t-on lâcher les chevaux et laisser l'individualisme débridé s'exprimer sans frein ou réinventer de nouvelles formes de solidarités pariant sur l'inclusion et la bienveillance ? Pouvons-nous faire le pari que la communication publique a déjà choisi son camp ?

Une fois ce postulat posé, tout reste à bâtir : une réappropriation résolue de la sphère publique, la reconstruction de liens de confiance rompus entre élus et citoyens, l'acceptation, en toute conscience, d'être les acteurs et actrices de sa propre vie quotidienne, en lien avec les autres, famille, amis, voisins, habitants d'une même cité, dans le respect d'un environnement inexorablement fragilisé. L'enjeu est de taille et le faire connaître reste à la hauteur du défi.

L'objectif de notre équipe de rédaction est de mettre en avant ces personnages du quotidien, qui, souvent sans en avoir pleinement conscience, contribuent à faire ce choix du vivant, de l'espérance et d'un enthousiasme sans cesse renouvelé à faire cause commune.

Notre responsabilité est modeste en écrivant ces lignes, en vous livrant une nouvelle édition des *Points sur les I*. Et pourtant, elle nous engage, ici et maintenant, dans l'intérêt de celles et ceux qui nous liront mais aussi au regard des adultes matures que nous serons demain. Sans faillir, communiquons donc parce que, oui, l'information publique, horizontale et partagée, a vraiment du sens, tout son sens.

CARLA DEFAY

LES POINTS SUR LES I - JANVIER 2025 - N°48

Journal de l'Institut des Sciences de l'Information et de la Communication (ISIC)
UFR Sciences des Territoires et de la Communication (STC)
Université Bordeaux Montaigne
Domaine Universitaire
33607 PESSAC Cedex
Tél : 05 57 12 47 07 / fax : 05 57 12 45 28

Directeur de la publication et rédacteur en chef : Étienne DAMOME
Numéro réalisé avec l'aide de Didier BEAUJARDIN, Annick MONSEIGNE, Wilfrid PANGAUT et Mélanie TOTO
Conception graphique : Promotion 2015 du M2 Stratégie et politique de communication (ISIC)

Imprimé au PPI Université Bordeaux Montaigne

Numéro ISSN : 09805664

Rédactrice en chef : Carla DEFAY
Secrétaire de rédaction : Anna LABOURDETTE
Responsables photo : Khadi EL HASSEN SAID & Louis COLAS
Responsables maquette : Alicia MOCCATTI & Tessa DARS
Responsable dossier : Arthur DARET--MORGADO
Responsables de diffusion : Amy BERTHELOT & Roxane LAULAN
Rédaction par les étudiants de L3 Information Territoriale : Aboubacar BAH, Amy BERTHELOT, Louis COLAS, Arthur DARET -- MORGADO, Tessa DARS, Carla DEFAY, Khadi EL HASSEN SAID, Anna LABOURDETTE, Roxane LAULAN, Alicia MOCCATTI, Emma TISNES

OPÉRATION CAMPUS : LA FIN DES CHANTIERS

Après plus de 11 ans de travaux sur les différents sites universitaires, l'Opération Campus touche à sa fin. Pilotée par la SRIA, son président présente les clés de la réussite du projet.

© Université de Bordeaux Montaigne

Les chantiers de ces dernières années ont changé l'apparence du domaine universitaire. Ces différentes étapes ont été réalisées dans le cadre d'un projet global : l'Opération Campus. Lauréat en 2008, le projet girondin a été choisi par l'État et a réellement commencé en 2010. Ce grand dessein coïncide avec la création de la SRIA, dont le président, Nicolas Flament, apporte un éclairage sur la structure qu'il dirige et les différentes phases de l'Opération Campus mais aussi les travaux concernant Bordeaux Montaigne.

La SRIA (Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement) est un outil innovant. Unique en son genre, c'est une société privée dont les actionnaires sont tous du secteur public. La SRIA est donc l'outil utilisé par la Région, la Métropole, la Banque des territoires et les universités pour piloter les travaux.

> *Ça aurait pu être pire. Les gens nous ont fait confiance.*

« *C'est beaucoup plus souple qu'un gros établissement comme l'université,* » souligne Nicolas Flament. Cette souplesse a permis la bonne réalisation des travaux sur les différents sites universitaires. Ainsi, en fin 2013, l'Opération Campus a marqué le coup d'envoi de la rénovation sur le campus Sciences et Technologies de l'Université de Bordeaux, anciennement Bordeaux I. Ont suivi les campus de l'Université de Bordeaux et de l'Université Bordeaux Montaigne.

CHANTIER COLOSSAL

DL'Opération Campus a coûté 538 millions d'euros, dont 438 millions hors taxes alloués à la construction, à l'aménagement et à la rénovation des différents sites. Les 100 millions restants permettront la maintenance et l'entretien des bâtiments afin que les sites ne tombent pas en désuétude. L'objectif de l'Opération Campus n'est pas seulement de construire et de réhabiliter, mais aussi d'assurer l'entretien pour les décennies à venir afin que les différents sites continuent de fonctionner.

Concernant l'Université Bordeaux Montaigne, le site a été intégré à l'Opération Campus au moment du choix des lauréats par l'État. La zone des sciences humaines, comprenant le campus de l'Université Bordeaux Montaigne ainsi que la faculté de droit et Sciences Po Bordeaux, a été la dernière à être rénovée.

Sur cette zone, les travaux ont débuté en 2020 et finiront à l'été 2025. La SRIA, ainsi que les entreprises missionnées, ont été confrontées à diverses problématiques comme le Covid ou encore les blocages de Bordeaux Montaigne. À cela s'ajoute l'augmentation des coûts de construction liés au coût des matières premières. « *La France a été à l'arrêt pendant plusieurs mois,* » se remémore le président de la SRIA. La reprise des travaux a été lente mais progressive, et les travaux n'ont pas été réellement perturbés par la pandémie. Les blocages de l'université en 2023 et 2024 auraient pu poser plus de problèmes. « *Ça aurait pu être pire. Les gens nous ont fait confiance,* » précise le chef d'orchestre des opérations. Le lien entre l'université, les manifestants et les entreprises de travaux a été simple et constructif. Le vrai défi aura été de diriger des travaux dans une zone occupée par les acteurs de la communauté universitaire. Déplacer systématiquement les étudiants dans d'autres locaux ou monter des préfabriqués sur tous les sites aurait entraîné des dépenses très importantes. Nicolas Flament estime que les travaux ont pu être réalisés sans réel accroc : « *Bien sûr, si on demande à certains étudiants et enseignants-chercheurs, c'était assez compliqué, mais au final, tout s'est bien passé.* » Même les rénovations impliquant des contraintes plus techniques ont pu être menées à bien.

RÉUSSITE SUR TOUS LES PLANS

Les délais ont quasiment été respectés concernant les travaux, qui devraient se terminer à l'été 2025 pour l'Université Bordeaux Montaigne. Les aménagements extérieurs constituent la dernière partie des chantiers liés à l'Opération Campus. Une fois achevés, les extérieurs seront adaptés aux personnes à mobilité réduite et plusieurs mobiliers urbains seront accessibles. Le cadre de vie est plus ouvert avec des espaces verts réaménagés afin que les étudiants s'approprient le site universitaire.

Avec les excédents budgétaires, des travaux de plus petites envergures auront lieu sur les bâtiments Flora Tristan ainsi que sur les extérieurs de la fac.

L'Opération Campus est un succès. La méthode de fonctionnement des universités et de la SRIA a permis d'adapter les étapes à chaque site universitaire. Les événements externes comme le Covid ou les blocages ont pu être appréhendés de la meilleure des manières. « *Dans le monde des travaux, on ne finit jamais dans les temps,* » se risque à dire Nicolas Flament. « *Mais si la SRIA continue d'exister malgré la fin de l'Opération Campus, c'est que notre mission est accomplie.* »

ARTHUR DARET--MORGADO

SOIF, L'EAU SOUS TOUTES SES FORMES

L'eau, une composante vitale à la survie de l'humanité, mais pas seulement ! Pour Pauline Boyer et les cofondateurs de *Soif*, l'enjeu est bien plus grand. C'est pour sensibiliser le grand public à tous ces sujets que la revue est née.

© Pauline BOYER

C'est lors du salon *Cycl'eau* que Soif prend forme. Invitée comme animatrice de conférence, Pauline Boyer y rencontre Émilie Laurent et Patrice Bertaud du Chazaud, qui deviendront les cofondateurs de la revue. Plus qu'un simple média, *Soif* est imaginé comme un véritable objet de collection. Sous forme de mook, à mi-chemin entre revue et livre, une attention particulière est accordée au design de *Soif*. L'étroite collaboration des équipes du magazine et du graphiste-maquettiste Vincent Falgueyret donne lieu à une identité visuelle marquée.

Afin de toucher un large panel, le magazine est vendu sur internet. Distribué dans des lieux de rencontres tels que *la Machine à Lire*, *la Géolibri* ou encore la boutique du CAPC, *Soif* s'appuie sur leur renommée afin d'ancrer sa réputation dans les domaines culturels et scientifiques.

VOIR L'EAU AUTREMENT

Loin des travers de l'infobésité, sa parution est semestrielle. Son financement dépend uniquement des lecteurs et des soutiens des partenaires publics. De quoi sécuriser la liberté éditoriale de la rédaction.

Tout est parti d'un constat : dans les médias, l'eau est vue, la plupart du temps, par l'œil technique de professionnels. Pourtant, la place qu'occupe l'eau dans nos vies est bien plus grande : c'est elle qui façonne les sociétés et qui rythme notre environnement. *Soif* trouve alors rapidement sa vocation. Loin d'un magazine de sport ou d'aventure, le semestriel traitera de l'eau sous toutes ses coutures.

Pages Culture, Débat, Cahier enfant et rubrique Solutions se succèdent. Des Entretiens fleuves relatent les propos d'un chercheur, explorateur ou spécialiste. « *J'ai été particulièrement marquée par mon entretien avec la glaciologue Heïdi Sevestre qui avait le point de vue d'une experte, en étant également très inspirante et positive,* » raconte Pauline Boyer.

Les publications de *Soif* ne sont pas datées, l'objectif étant de rendre leurs sujets indépendants de l'actualité. L'eau est une problématique intemporelle que Pauline Boyer et ses collaborateurs souhaitent aborder dans sa globalité.

ROXANE LAULAN & CARLA DEFAY

SCIENCE DU MOUVEMENT, UNE NOUVELLE ÈRE

Le SMART, nouveau bâtiment inauguré le 30 avril 2024, vise le progrès dans la recherche, la technologie et l'expérimentation autour des mouvements humains. Mais alors, qu'est-ce que le SMART ?

Acronyme de Sport Mouvement Ambition Recherche et Technologie, l'édifice destiné à la formation et à l'expérimentation est novateur dans l'environnement quotidien des étudiants. Le SMART se veut porteur d'un nouveau modèle économique : en connexion première avec le STAPS. La mise à disposition des installations au public permet de générer des recettes dans l'objectif d'amortir les coups de construction, d'entretien et d'achat de nouveau matériel. Le but ? Devenir autonome financièrement et rentable à terme. Selon Kevin Blin, responsable administratif et développement, il s'agit d'un « *objectif sous trois ans pour ce modèle.* »

PLUS QU'UN SIMPLE GYMNASE

Le SMART se distingue par ses équipements technologiques. Il est doté de onze caméras couvrant l'ensemble du gymnase. Les fenêtres fonctionnent comme des pixels, pouvant se teinter afin de maîtriser la luminosité. Le bâtiment dispose aussi de nombreux capteurs, ainsi que de salles interactives. Ces technologies ont pour but d'étudier le mouvement humain sous différents angles. L'objectif est de prévenir les blessures et d'optimiser les mouvements, un enjeu important pour le bien-être quotidien au travail. Le SMART accueille aussi des sportifs, qu'ils soient professionnels ou amateurs. Il a d'ailleurs été utilisé comme centre d'entraînement pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques.

© Tessa DARS

Son mode de fonctionnement et de gestion est tout aussi innovant. Le SMART emploie deux salariés à temps plein auxquels s'ajoutent dix contrats étudiants. En charge de l'accueil ou de la communication, les étudiants jouent un rôle actif dans la vie du SMART. Kevin BLIN explique : « *On les connecte au bâtiment, ils sont responsables et investis* ». Les étudiants acquièrent un panel de compétences allant de la vulgarisation des connaissances et techniques scientifiques à l'événementiel en passant par le contact avec les publics. Avis aux étudiants intéressés, Si vous n'y êtes pas encore passé, le SMART vous attend sur le campus !

TESSA DARS

DOSSIER

INCLUSION ET COMMUNICATION : LEURRE OU RÉALITÉ ?

Inclusion, nom féminin : action d'intégrer une personne, un groupe, de mettre fin à leur exclusion.

Dans le contexte d'une société qui se divise, *Les Points sur les I* se penche sur la question de l'inclusion. Si les différences sont une chance et une richesse, elles sont aussi sources d'inégalités. Âges, genres, classes socio-professionnelles, origines ou situations de handicap sont des facteurs qui séparent, découragent et stigmatisent ceux qui les portent. Pour les territoires, rassembler une population qui se fragmente est une urgence.

Alors que la parole se libère et que les injustices sont dénoncées, émergent au sein des collectivités des communications de plus en plus inclusives. Une volonté de s'adresser aux publics discriminés se fait ressentir dans les territoires. Comment ceux-ci s'adaptent-ils à ce nouveau défi d'inclusion ? Quelles sont les solutions mises en place pour mettre un terme à l'isolement des minorités ? Comment la communication territoriale répond-t-elle aux attentes d'un public diversifié ?

Ce dossier s'intéresse aux actions d'inclusion d'associations, de collectivités ou d'institutions. Il interroge l'impact de leurs projets dans la représentation des différences et l'effacement des frontières sociales.

PARALYMPIQUES ET HANDISPORT : LE REVERS DE LA MÉDAILLE ?

Durant cet été, Paris a été le théâtre de tous les rêves. Les yeux du monde étaient rivés sur les différentes épreuves des Jeux Olympiques et Paralympiques. Les spectateurs ont découvert de nouvelles disciplines, comme la boccia ou le volley assis. Aujourd'hui, l'effervescence est retombée. Aujourd'hui, l'effervescence est retombée et une question subsiste : Quelles sont les réalités concernant le handisport en France ?

Comment parler de l'année 2024 sans évoquer les Jeux Olympiques et Paralympiques ? Un événement marquant en France, d'un point de vue sportif, mais aussi pour sa réflexion sur des enjeux tels que l'inclusion. Si Paris a été l'épicentre de la compétition, les collectivités locales ont joué un rôle fondamental en soutenant l'initiative. Nombreuses ont été les campagnes de communication visant à sensibiliser le grand public à la richesse des disciplines sportives et à la diversité des athlètes. Dans le cadre des Jeux Paralympiques, cette mission d'inclusion par la communication s'avère capitale.

À Bordeaux, il était impossible de passer à côté des initiatives mises en place par la ville. Des quais habillés aux couleurs des Jeux aux kakémonos affichant les portraits d'athlètes sur la place Pey Berland, la ville s'est imposée comme le principal soutien de ses sportifs. En tout, 11 athlètes paralympiques girondins ont participé aux épreuves paralympiques, représentant leur région dans diverses disciplines. À l'issue des Jeux 2024, la France a décroché 75 médailles, une démonstration sportive impressionnante qui a fédéré et ravivé l'intérêt du public pour le handisport. Tout au long de la saison estivale, les Français se sont fièrement intéressés aux représentants de l'excellence sportive et ont découvert ces figures et leurs disciplines souvent peu connues, voire inconnues du grand public.

Plusieurs mois après la clôture de cet événement hors normes, une question demeure : quel est l'impact durable de ces Jeux sur la vie des athlètes paralympiques, notamment ceux de la métropole ? Nous allons répondre à cette interrogation en explorant la portée des initiatives locales et l'influence de la communication sur l'inclusion de ces champions dans le paysage sportif et social.

HANDISPORT EN BAS DU PODIUM

Les Jeux Olympiques et paralympiques ont été une incroyable réussite pour la France, aussi bien d'un point de vue organisationnel que sur le plan sportif. Énormément de personnes dans le monde ont suivi les compétitions de cet été. Toutefois, presque six mois après la clôture des jeux paralympiques, une fois l'euphorie estivale laissée de côté, la réalité semble bien moins attrayante. Pour avoir un point de vue complet sur nos différentes interrogations liées aux retombées des jeux paralympiques, nous sommes allés interviewer Frédéric Villeroux, médaillé d'or du cécifoot et meilleur joueur du monde de sa discipline.

Le Messi du cécifoot, voilà comment planter le décor autour de notre champion français. En plus de sa casquette de sportif de haut niveau, Frédéric Villeroux est éducateur physique au SAM (Sport Athlétique Mérignacais). Il travaille beaucoup avec le secteur de l'éducation pour promouvoir le handisport, notamment dans les collèges. Très impliqué dans la reconnaissance et l'accessibilité des sports pour les personnes en situation de handicap, il a relevé plusieurs problèmes liés à l'inclusion dans le sport et à l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap.

Aujourd'hui, le sport se veut de plus en plus inclusif, mais pour le rendre accessible à tout le monde, il faut l'adapter. Adapter les règles, les terrains, les infrastructures… Et adapter a souvent un prix. « *Le matériel coûte toujours aussi cher et on laisse de nombreux sportifs de côté.* » Pour reprendre l'exemple que nous a présenté Frédéric Villeroux, une personne qui veut pratiquer du badminton, rien qu'en loisir, peut s'acheter une raquette, s'inscrire dans un club et jouer. Une personne qui souhaite pratiquer la boccia doit trouver une infrastructure pouvant l'accueillir (club), doit avoir le matériel adapté (rampe, vêtement), et doit acheter les balles. Les prix sont beaucoup plus importants dans le handisport et ce frein économique vient s'ajouter à un autre plus institutionnel : les infrastructures de pratique des différents handisports ne sont pas assez nombreuses. Ce problème est central.

© Olympic Information Services

© Olympic Information Services

En plus de la médiatisation, l'inclusion dans le sport passe par la pratique, il faut donc des lieux de pratique disposant des infrastructures adaptées. Il faut aussi former des personnes pour apprendre ces sports et donc encadrer les futurs sportifs. Le handisport se retrouve dans un cercle vicieux : il n'y a pas une grande médiatisation autour des handisports, donc il n'y a pas de structures qui se développent.

L'IMPORTANT, EST-CE VRAIMENT DE PARTICIPER ?

Même si les Jeux Paralympiques ont eu un réel impact sur le handisport, les effets de cette mise en lumière doivent être plus profonds qu'un simple dialogue avec le public. « *On met en lumière les freins mais on ne met pas en lumière ce qu'on peut mettre devant les freins.* » C'est ce que déplore le plus Frédéric Villeroux. Très sollicité après sa médaille d'or, il répond présent car il estime que c'est son rôle de représenter le handisport. Les structures compétentes doivent aussi présenter des solutions aux problèmes qu'elles soulèvent, et ce n'est pas encore le cas : « *L'inclusion ne doit pas être la nouvelle mode.* », conclut le médaillé olympique à la fin de notre entretien. Il soutient que l'inclusion doit se faire dès l'éveil aux différentes activités sportives et que c'est en développant l'accessibilité du sport, dès le plus jeune âge, que le reste suivra. C'est par cette pratique que les futures générations souhaiteront des infrastructures adaptées pour leurs activités physiques. Afin que chacun pratique le sport qu'il désire, et pourquoi pas, éveiller un certain talent dans une discipline, que cette personne pratique du tennis ou du rugby fauteuil.

TESSA DARS & ARTHUR DARET--MORGADO

MEDUSYNE, BERCEAU DE TALENTS À BORDEAUX

Présent au cœur du paysage culturel bordelais depuis 2018, le collectif* Medusyne *est une véritable pouponnière à jeunes talents féminins et queer. L'association combat depuis sa création l'exclusion de certaines minorités dans l'industrie culturelle en les accompagnant tout au long de leur parcours.

Medusyne s'inspire de l'image de la méduse, animal marin aux bords urticants pour qui s'en rapproche et pouvant prendre bien des formes, mais aussi de Mélusine, créature folklorique mi-femme, mi-serpent mais aussi jeteuse de sorts. Morgane Lebouteux a créé l'association en mai 2018, dans l'idée de « *rétablir les disparités sur le devant de la scène.* »

« *J'ai vite réalisé que je ne voyais pas beaucoup de femmes sur scène, [...] et c'est quelque chose qui me manquait un peu* », constate Morgane. Alors, dès novembre 2018, pour apporter un contrepoids à un milieu culturel souvent discriminant et très fermé, elle organise le premier événement qui va poser les bases de ce que va être Medusyne, l'association : *Under the Skurt*. Une soirée consacrée au rap féminin dans l'enceinte de la mythique Rock School Barbey à Bordeaux, qui a d'ailleurs fait l'objet d'une deuxième et troisième édition en 2019 et 2022.

PRODUCTION, DIFFUSION, ACCOMPAGNEMENT

Les actions de Medusyne s'organisent autour de trois grands pôles, la production événementielle, la diffusion et l'accompagnement d'artistes, ainsi que la médiation sur des sujets sociaux et culturels qu'elle défend, comme le féminisme, les questions de genre ou encore la décolonisation.

Dans la lignée d'*Under the Skurt* et depuis maintenant près de 6 ans, la production d'événements est dans l'ADN même de Morgane et son association. L'année 2024 a sûrement été l'une des plus productives pour elles avec pas moins de 13 apparitions à Bordeaux, dont huit productions 100% signées Medusyne et cinq où le collectif a été convié à participer.

Parmi elles, DJ sets et concerts lors d'événements importants de la vie bordelaise comme à Bordeaux fête le vin ou aux Journées du Matrimoine et du Patrimoine.

© Louis COLAS

UN CHAMP D'ACTION TENTACULAIRE

Ce qui fait peut-être encore plus la raison d'être de Medusyne, c'est l'accompagnement et la diffusion de jeunes artistes. A la façon d'un agent, l'association aide un noyau d'artistes, DJ, graffeuse, rappeuses, danseuses, photographes durant leurs carrières.

Concrètement, la structure offre à ces jeunes artistes une place de choix dans le paysage culturel. Elles profitent du grand réseau de l'association qui les programme sur toutes les scènes bordelaises (Rocher de Palmer, IBOAT, Krakatoa, etc.), mais aussi lors de ses propres productions, comme lors du très réussis *Black & Silver Ball* en mars mettre l'année ou de *la Nuit des Méduses* en avril de la même année.

Cet événement a permis d'inaugurer La Méduse, un local flambant neuf installé à Sainte-Croix. Lieu de retrouvailles, de rencontres et d'apprentissage pour les proches de l'association. Les artistes peuvent l'utiliser lors d'expositions, de Pop Up Stores ou d'ateliers. Apprentissage de la MAO (Musique Assistée par Ordinateur), du DJing ou du crochet notamment, cet espace de création et d'expression n'est que leur dernier outil en date pour faire « *pousser l'émergence des talents locaux.* »

"CONTINUER LA PENSÉE APRÈS LA FÊTE"

En 2024, l'association s'est aussi grandement consacrée à des projets de médiation avec l'idée de « *continuer la pensée après la fête* » à l'occasion d'événements comme les Journées du Matrimoine et du Patrimoine ou Mémoires en Luttes. *Medusyne* utilise la musique et l'art pour questionner certains des plus grands sujets de notre temps comme la discriminiation, la place des femmes dans l'Histoire, ou la colonisation.

Bien que supportée en partie par la Région, la ville de Bordeaux, la DRAC ou le Département, *Medusyne* est une association majoritairement auto-financée. Elle débute 2025 en ne comptant que deux salariées pour s'occuper tant de la programmation des artistes que de la production d'événements.

« *On aimerait bien en 2025 reprendre les concerts dès le mois d'avril* », confie Morgane. Après de nombreuses difficultés en 2024 et de grandes restructurations en interne, l'association se recentre et tout le monde semble prêt à repartir de plus belle vers une année placée sous le signe de la musique live et de la fête.

LOUIS COLAS

LA FAC CHANGE LES RÈGLES !

Dans la lancée du mouvement #Metoo et des manifestations contre les violences sexistes et sexuelles, l'Université Bordeaux Montaigne affirme cette année un peu plus ses valeurs égalitaires et inclusives. La Commission de formation et de la vie universitaire (CFVU) répond par des mesures simples aux revendications entendues sur le campus.

Le 7 mars, date symbolique précédant la journée internationale des droits des femmes, a été voté le droit au congé menstruel de quinze jours par an. Par cette décision, l'université cherche à donner l'exemple à d'autres établissements d'enseignement supérieur.

Yanis Jaillet, secrétaire général de l'Union étudiante Bordeaux et Vice-président étudiant depuis mars, a pris à cœur les demandes des étudiants. « *Après le blocage de l'université au printemps dernier, on a compris que la lutte pour l'égalité femmes/hommes devait s'imposer comme une priorité dans notre programme. Cette initiative de congé menstruel remonte directement d'une demande des étudiants,* » explique-t-il.

Depuis la rentrée 2024, les étudiantes peuvent alors justifier de leur absence aux cours et aux évaluations pour ce motif. Alors qu'il avait été demandé aux étudiantes en septembre de présenter un certificat médical pour bénéficier du congé menstruel, les conditions ont été revues par la suite. En raison d'une surcharge des services de santé et de délais d'attente prolongés, le certificat médical n'est plus nécessaire. L'Université choisit de faire confiance à ses étudiantes qui doivent désormais signer une attestation sur l'honneur. Elles ne peuvent cependant pas être dispensées de note pour une matière et devront rattraper les évaluations manquées.

PREMIÈRE PIERRE POSÉE

Un peu partout en France, le congé menstruel se démocratise. Il fait partie des changements proposés par des personnes comme Yanis Jaillet pour améliorer les conditions d'études et de vie des femmes. Dans des établissements comme Sciences Po Lyon, la rentrée 2024 a également été marquée par la mise en place de ce congé menstruel.

© Carla DEFAY

« *On a des personnes qui souffrent d'endométriose et pour qui il est extrêmement difficile de se déplacer à certains moments. Il y avait une réelle nécessité de s'adapter pour elles.* » raconte Yanis Jaillet. Porte-parole des étudiants au sein de la Présidence de l'Université, il souhaite poursuivre son chemin vers l'inclusion de tous les étudiants mais aussi vers la prévention. Selon lui, le congé menstruel encourage les personnes souffrant de règles douloureuses à se faire diagnostiquer chez un professionnel de santé. C'est avant tout un outil de prévention qui s'inscrit dans une politique générale d'avancées sur les questions des droits des femmes.

Pour cette année universitaire, d'autres projets voient le jour. Les étudiants pourront notamment trouver sur le sol de leurs bâtiments de grandes affiches intitulées « *violentomètre* ». Sous la forme d'une jauge allant du vert au rouge, elles mesurent le degré de violence d'une relation et indiquent les mesures à prendre en fonction des situations. En collaboration avec l'association Nous toutes, Bordeaux Montaigne a choisi de laisser ces affiches de manière permanente pour briser les tabous qui entourent encore les violences faites aux femmes. Ces initiatives de prévention qui en font une université engagée.

CARLA DEFAY

UN LIEU PARTAGÉ AU FIL DES GÉNÉRATIONS

Au cœur du quartier Saint-Genès à Bordeaux, la Résidence* Fantaisie *accueille des personnes âgées, autonomes et semi-autonomes, à la recherche d'une meilleure vie sociale. Dans un complexe mêlant un EHPAD, une crèche et des logements sociaux, elles sont accueillies au sein d'une petite communauté où se confondent petits et grands.

© Carla DEFAY

Après avoir perdu son mari il y a quelques années, Françoise Bernon, 83 ans, vivait seule dans une grande maison loin de la ville. Installée depuis peu dans son appartement de la Résidence *Fantaisie*, son ancienne vie lui paraît déjà lointaine. « *Je n'étais pas complètement isolée, mais j'avais besoin d'utiliser la voiture pour tous mes déplacements. Même si j'ai toujours une préférence pour la campagne, ici en ville tout est à proximité, c'est plus pratique,* » confie Françoise. Au pied d'une chapelle et d'un ancien cloître, les bâtiments bordelais bien conservés donnent l'impression d'une grande maison de maître. Et pourtant, ils abritent bien des logements sociaux.

La particularité de cet endroit, c'est le partage entre les différents lieux de vie. La crèche, l'EHPAD et les habitations se côtoient et leurs occupants peuvent participer aux mêmes activités. Des animations artistiques, des spectacles ou récitals animent la cour toute l'année. Les vide-greniers, régulièrement organisés au printemps et à l'automne, donnent l'occasion de transmettre des résidents les plus âgés vers les plus jeunes. Ces initiatives bénéficient à tout le monde. « Ça me fait plaisir de partager du temps avec les autres résidents, notamment les plus petits, » raconte Françoise. « *Je n'ai pas encore eu le temps de rencontrer tous mes voisins, mais je vois que c'est un lieu vivant, j'entends les enfants jouer.* »

Une fois l'ancienne maison mise en vente et le nouveau logement adopté, il a fallu faire rentrer toute une vie dans un appartement deux pièces. Bouleverser son quotidien à 83 ans n'a pas été une tâche facile. Heureusement, Françoise Bernon a pu compter sur ses proches, d'abord pour préparer son dossier de candidature à la Résidence *Fantaisie*, puis une fois le dossier accepté, pour l'aider à déménager. Un peu réticente au départ, elle a finalement été soulagée que la transition se fasse aussi rapidement.

DÉFI RELEVÉ

A son arrivée, ses appréhensions ont vite été balayées lorsqu'elle a découvert un véritable chez-soi, individuel et autonome. « *La première nuit, c'était un peu étrange. Mais une fois que tous les cartons ont été déballés et mes décorations installées, j'ai commencé à me sentir un peu comme à la maison.* »

Financée en partie par le Département de la Gironde et par l'association *Les Petits Frères des Pauvres*, la résidence comprend 22 logements permanents. Elle propose une solution atypique aux personnes de plus de 60 ans aux revenus modestes en les aidant à prendre un nouveau départ.

CARLA DEFAY

JEUNES ET COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE : INCLUSION IMPOSSIBLE ?

Les jeunes, une seule locution qui regroupe pourtant une multitude de cibles. Malgré le souhait répété d'impliquer la jeunesse dans la vie citoyenne, elle reste un public désintéressé des institutions locales. Au travers de différents entretiens, tentons de comprendre cette situation. Comment expliquer une telle scission ?

Le constat général est le suivant : la jeunesse est méfiante à l'égard des institutions et de la politique. On observe cette tendance depuis plusieurs années dans la majorité des pays européens. Bien que cet état d'esprit ne soit pas réservé aux 18-25 ans, certains chiffres montrent que les jeunes sont plus hostiles au système politique que le reste de la population. Selon une étude de l'IFOP menée en 2019, seulement 20% des 18-30 ans auraient confiance en leurs dirigeants politiques. Une méfiance qui pourrait encore augmenter au vu des différents scandales ayant balayé la sphère politique dernièrement, notamment les nombreux procès pour emplois fictifs et profit de l'argent public. Ces sentiments compliquent d'autant plus le travail des communicants qui doivent cibler un public pouvant leur être hostile. Une réticence de la jeunesse renforcée par le sentiment d'être stéréotypé. Selon Juliette Feytout Perez, directrice adjointe du cabinet du maire d'Eysines et adjointe au maire de Saint-Médard-en-Jalles, il ne faut pas aborder les jeunes comme une masse homogène, mais bien comme un ensemble d'individus appartenant à des communautés distinctes. La directrice précise : « *Faut multiplier les messages pour chaque communauté, chaque canal, c'est un véritable casse-tête.* » Pour pouvoir parler aux jeunes sans clichés, il faut apprendre à les connaître réellement, mais cela est coûteux en termes de temps et de financement. Un luxe que la plupart des collectivités locales ne peuvent pas s'offrir.

> *Quand on a 20 ans, on cherche à se construire soi-même, on a pas le temps de construire la vie de la cité*

Les enjeux communicationnels autour des jeunes citoyens ne s'arrêtent pas là. Certains critères que l'on pourrait qualifier de « logistiques » rentrent en compte. Lorsque les 18-25 ans résident dans des communes autour d'une grande ville, plusieurs problématiques sont à prendre en compte. À Saint-Médard-en-Jalles, les équipes de communication s'étaient rendues dans des bars de la ville aller à la rencontre de jeunes en vue des élections municipales. L'objectif était de rendre les rapports moins superficiels et distants entre élus et jeunes citoyens. Ce nouveau dispositif s'est rapidement vu freiné par une observation : les jeunes qui résident dans les communes de la métropole préfèrent, pour leurs loisirs, la grande ville dont ils sont proches. À cette migration sociale s'ajoute un autre facteur : l'implication politique. Pour Alain Charrier, élu à la démocratie participative de Mérignac, les jeunes sont difficiles à atteindre car la politique locale n'est pas leur priorité. L'entrée dans la vie adulte est accompagnée d'un lot de changements et de préoccupations. « *Quand on a 20 ans, on cherche à se construire soi-même, on a pas le temps de construire la vie de la cité* », confie l'élu. D'autant plus que les communes placées autour de grandes villes représentent souvent un lieu de passage pour les étudiants qui partent une fois leur cursus fini. La période étant courte, la plupart ne s'inscrivent pas sur la liste électorale. Un manque d'intérêt à la racine qui pourrait les rendre hermétiques à toute tentative de communication et donc d'implication.

Face au manque d'implication des jeunes vis-à-vis de la politique locale, plusieurs communes ont mis en place des initiatives pour encourager leur participation. Le Conseil Municipal des Enfants (CME) de Mérignac, par exemple, permet aux jeunes dès 12 ans de proposer des projets pour améliorer leur quotidien. Ce dispositif, bien qu'inclusif, touche principalement une tranche d'âge jeune, mais peine à attirer les jeunes adultes. D'autres villes utilisent des conseils de quartier ou des ateliers participatifs pour intégrer les citoyens dans la gestion locale. Toutefois, ces démarches sont souvent freinées par la faible participation des jeunes qui n'y portent pas grand intérêt.

SOLUTIONS PARTICIPATIVES

Face au manque d'implication des jeunes vis-à-vis de la politique locale, plusieurs communes ont mis en place des initiatives pour encourager leur participation. Le Conseil Municipal des Enfants (CME) de Mérignac, par exemple, permet aux jeunes dès 12 ans de proposer des projets pour améliorer leur quotidien. Ce dispositif, bien qu'inclusif, touche principalement une tranche d'âge jeune, mais peine à attirer les jeunes adultes. D'autres villes utilisent des conseils de quartier ou des ateliers participatifs pour intégrer les citoyens dans la gestion locale. Toutefois, ces démarches sont souvent freinées par la faible participation des jeunes qui n'y portent pas grand intérêt.

© Louis COLAS

À Mérignac, un projet nommé « *Pieds d'immeuble* » a été lancé pour rapprocher les élus des citoyens dans leurs quartiers, mais il ne rencontre pas un grand succès auprès des jeunes. De même pour les invitations à des réunions avec le maire envoyées par courrier. Le faible taux de participation est dû au manque d'intérêt et à des dispositifs peu adaptés à leurs rythmes de vie.

Les budgets participatifs ont aussi été mis en place pour impliquer les jeunes, mais ces dispositifs peinent à capter leur attention, en raison de la mauvaise communication et du manque d'informations.

Pourtant, plusieurs solutions existent pour surmonter ces obstacles : revoir les modes de communication, notamment via les réseaux sociaux comme *Instagram*, *TikTok* ou *Snapchat*, et organiser des événements plus conviviaux, tels que des « *afterworks citoyens* ». Il serait aussi pertinent de créer des conseils municipaux de jeunes adultes, intégrant une tranche d'âge plus large, et abordant des problématiques comme l'emploi ou la transition écologique qui ont tendance à mobiliser un public plus jeune. Les collectivités pourraient sensibiliser les jeunes aux élections, en organisant des actions ciblées dans les universités ou via des campagnes numériques pour faciliter l'inscription sur les listes électorales et les rapprocher de la démocratie locale. Des solutions sont encore à trouver pour réussir à inclure les jeunes. Les collectivités doivent faire preuve de créativité pour intéresser ce public difficile à atteindre.

AMY BERTHELOT & ROXANE LAULAN

FALC : UNE SOLUTION D'INCLUSION ?

La traduction de textes en FALC devient progressivement la réponse à une demande croissante d'inclusion. Initialement conçu pour les adultes en situation de handicap, le FALC est de plus en plus utilisé par les collectivités.

Si un document est apposé d'un petit logo bleu, avec en son centre un lecteur et son journal, cela signifie que le document en question est certifié « FALC ». La méthode FALC, pour facile à lire et à comprendre, est un ensemble de règles mises en place en 2009 à l'échelle européenne. Aujourd'hui, le logo bleu certifie qu'une personne avec une déficience intellectuelle atteste de la compréhensibilité d'un document pour le plus grand nombre.

Selon une étude menée par l'OCDE en 2013, 22 % des 18-54 ans ont des difficultés de lecture en France. Manuelle Couchoud Mora est traductrice et formatrice en FALC. « *La population en France est particulièrement en difficulté pour comprendre la langue de son pays,* » confirme-t-elle.

Face à cette réalité, la traductrice fait un constat au sujet du public impacté par le FALC : « *On s'est aperçu que la méthode venait aider pleins d'autres publics en difficulté de lecture* », indique-t-elle. La cible du FALC s'est aujourd'hui élargie pour inclure les personnes âgées, dyslexiques, malvoyantes, allophones ou maîtrisant mal le français.

LE FALC EN COLLECTIVITÉ

Dans une initiative d'inclusion des publics en difficultés de compréhension, l'utilisation du FALC s'est développée dans les communications des collectivités territoriales. Par son métier de traductrice, Manuelle Couchoud-Mora peut témoigner d'un « *gros appel d'offre dans le public au premier semestre de l'année 2024.* »

Manuelle Couchoud-Mora trouve une certaine logique dans cet usage croissant du FALC, puisque son objectif est la vulgarisation des informations à visée utilitaire. « *Il ne s'agit pas de traduire tous les textes, mais*

© Anna LABOURDETTE

les informations du quotidien, celles qui servent des besoins, comme le logement, les transports, la santé, » appuie-t-elle. L'utilisation du FALC permet aux collectivités de s'adresser à davantage d'habitants et ainsi une diffusion plus vaste de leurs messages.

Manuelle Couchoud-Mora émet cependant des réserves à une généralisation du FALC dans l'ensemble du domaine public, impossible selon elle sans l'instauration d'une réglementation. Traduire un texte en FALC implique un coût important, incluant toutes les étapes de relecture et de restructuration. Ce frein financier est un facteur décourageant pour les plus petites collectivités territoriales avec moins de ressources, qui hésitent encore à sauter le pas.

ANNA LABOURDETTE

INFORMER EN TOUTE VISIBILITÉ

Les magazines des collectivités territoriales jouent un rôle essentiel dans la représentation des habitants. De l'invisibilité des minorités à une inclusion progressive, l'iconographie comme le texte révèlent une évolution pleinement mesurable.

D'hier à aujourd'hui, la représentation des populations dans les journaux territoriaux a été le reflet des évolutions sociales. Ces journaux, plus que de simples outils informatifs, sont une vitrine de la société, censée parler aux habitants de la commune ou de l'intercommunalité et les représenter. Avec l'évolution des mentalités et des enjeux liés à la diversité, ces publications ont dû s'adapter. Entre invisibilisation des minorités et effort pour une iconographie plus inclusive, l'histoire de la représentation des populations dans les magazines territoriaux est synonyme de changements.

© Alicia MOCCATTI

Entre les années 1960 et 1980, les journaux territoriaux reflètent une vision très uniformisée de la société où les minorités sont invisibles. Les femmes, lorsqu'elles apparaissent, sont souvent limitées à des rôles stéréotypés : mères de famille ou figures discrètes accompagnant un homme, réduites à des positions secondaires et d'accessoires. Les personnes de couleur sont elles aussi presque absentes, sauf pour la mise en avant d'une personnalité célèbre ou lors de performances sportives. Ces représentations restent éloignées du quotidien de la majorité de la population.

Les enfants, eux aussi, sont rarement visibles en dehors d'un contexte scolaire, limitant leur rôle à celui d'élèves et non pas à d'individus à part entière. Enfin, les personnes homosexuelles et celles en situation de handicap sont totalement effacées de ces iconographies, révélant une ignorance de leur existence dans la société locale. Ces choix traduisent une vision réductrice, loin de refléter la diversité de la population des territoires.

OUTIL DEVENU NORME

Dans les années 1990, le journal territorial se répand même au sein des plus petites villes, au rythme de l'évolution des Lois de décentralisation. Des productions richement illustrées laissent place au débat public. Les populations d'abord représentées en noir et blanc passent systématiquement à la couleur dans les années 2000. Les petites collectivités font alors face à la difficulté d'acquérir des photos et rusent pour les utiliser à plusieurs reprises.

L'inclusivité n'est pas encore au rendez-vous. Par exemple, la représentation des personnes racisées reste occasionnelle et surtout hasardeuse. Pour certaines collectivités, de photographie de personne en situation de handicap n'a encore été diffusée.

PRÉMICES D'UN CHANGEMENT

Ce n'est que tout récemment, à la suite de mouvements comme *Black Lives Matter* ou d'événements comme les Jeux Paralympiques de Paris, que les changements sont les plus notables. Les journaux territoriaux adoptent une iconographie de plus en plus représentative, reflétant davantage la diversité de leurs citoyens. Les femmes apparaissent dans des rôles divers et valorisants, les personnes issues de minorités ethniques sont représentées dans des situations de la vie locale.

Ces efforts reflètent une volonté d'inclusion et de vivre-ensemble. Les défis persistent malgré tout. La représentation de la diversité peut parfois se limiter à une mise en avant des stéréotypes. Les avancées réalisées nécessitent d'être encore approfondies afin de mieux représenter la réalité des territoires.

EMMA TISNES & ALICIA MOCCATTI

COLLECTIVITÉS DIRECT LIVE À LA MAISON

Nouvel Eldorado de la communication des années 2020, la retransmission en direct a pris une place importante dans la communication des collectivités territoriales. Propulsée par l'épidémie de covid, la diffusion « live » semble déjà être en déclin.

Même avant que la France ne soit inquiétée par la plus grosse épidémie connue depuis plus de 20 ans, le Covid-19, l'idée de la retransmission en direct commençait à germer dans les services communication de nombreuses collectivités. Le Département de la Gironde s'est par exemple équipé dès 2018 de matériel professionnel pour développer ce pan de la communication. Caméras, plateau et régie professionnelle, la Gironde est l'un des précurseurs dans l'implication numérique de ses administrés à travers le « live ».

LE COVID-19 CATALYSEUR RETRANSMISSION

Avec les confinements qui accompagnent le Covid-19 en 2020, le distanciel est devenu monnaie courante pour la majorité des français. Dans un monde en visioconférence, la retransmission en direct, par exemple des conseils municipaux, est apparue comme une évidence pour tous, même les plus réfractaires

« *On voulait rendre de nouveau public cet événement,* » développe Lucie Miailhe, responsable de la communication au Haillan. D'abord à l'initiative de la maire, Andréa Kiss, avant la période de pandémie mondiale, la diffuser en direct les conseils municipaux était censés être accompagnés d'outils de traduction en langue des signes et de sous titrage en direct. Même si ces projets d'inclusion pour les malentendants ont été finalement abandonnés, ils ont permis de rendre pérenne la diffusion en direct de cet événement de la vie du Haillan.

Aujourd'hui, les retransmissions sont suivies par en moyenne une centaine de personnes en direct et visionnées à la demande par la suite par environ 400 personnes tous les mois. Ne pouvant accueillir en présentiel lors de l'événement qu'une petite vingtaine de personnes, 100 personnes en direct « *C'est déjà une victoire,* » d'après Lucie Miailhe.

FINANCEMENT PRINCIPAL OBSTACLE

Malgré le développement de cette technologie, la mairie du Haillan fait face au principal problème de la retransmission en direct, le coût de l'opération. Faisant appel à un prestataire privé, ces diffusions coûtent à l'année plus de 10 000 euros à la collectivité. La Gironde est un peu plus éloignée des problèmes de coûts,

© Louis COLAS

puisque propriétaire de son installation. Au vu de sa fréquence d'utilisation, c'est la question de la rentabilité qui se pose maintenant.

Avec les coupes budgétaires récemment demandées aux collectivités territoriales, on peut avoir du mal à imaginer que ce type de dépenses puisse se maintenir encore longtemps. « *Tous les ans la question se pose de garder la diffusion en direct ou si ça va sauter dans les coupes budgétaires,* » confie Lucie. Même si au Haillan le public est au rendez-vous, le temps de la ruée vers l'or semble terminé.

LOUIS COLAS

TERRITOIRES À L'HEURE DIGITALE

À l'ère de la digitalisation, les collectivités territoriales investissent massivement les réseaux sociaux, faisant de ces plateformes des outils stratégiques. Mais quelles sont réellement leurs ambitions et leurs attentes dans cet espace numérique en constante évolution ?

Depuis la crise sanitaire du covid-19, les réseaux sociaux sont devenus des outils incontournables pour partager les sujets portés par les collectivités. Rémy Fivet, responsable du domaine audiovisuel et de la

photographie au Département de la Gironde, le confirme. L'utilisation des réseaux sociaux par les collectivités est précieuse pour toucher un public plus large. Grâce à ces plateformes, les organisations comme le Département de la Gironde peuvent instantanément mesurer l'impact de leurs actions et les réactions des citoyens au travers des commentaires, partages et likes. Rémy Fivet précise : « *Notre volonté, c'est de faire connaître nos services et les actions qu'on mène aux gens qui sont à côté de chez nous.* »

Les réseaux sociaux leur permettent également de renforcer leur lien avec les usagers en se montrant visibles et accessibles dans leur environnement numérique quotidien. Ils renforcent l'attractivité des collectivités en leur accordant une posture plus transparente, affirmant leur rôle de service public de proximité.

COMMUNICATION 2.0

Les collectivités adoptent une approche stratégique en intégrant les réseaux sociaux dans leur communication. Pour toucher différents publics en fonction de leurs messages, elles adaptent leur message à chaque plateforme. Tiktok est une plateforme privilégiée pour engager les jeunes, souvent difficiles à atteindre. Instagram vise un large public, tandis que Facebook reste efficace pour interagir avec des personnes plus âgées. LinkedIn est utilisé pour cibler un public professionnel, ainsi que des partenaires et associations. Chaque plateforme aborde des sujets similaires, mais avec des angles et des objectifs différents.

La pandémie de covid-19 a marqué un tournant dans l'utilisation des réseaux sociaux. La pandémie et le confinement qui en a découlé, ont alors renforcé le rôle d'internet et des réseaux sociaux comme moyens de communication et d'information. Les collectivités se sont adaptées et ont su rebondir malgré les bouleversements liés à la pandémie. Elles ont finalement réussi à toucher un public plus large, à établir un véritable dialogue et à mettre en place une stratégie de communication ciblée.

COLLECTIVITÉS ET GRANDS DÉFIS

L'un des grands défis que rencontrent les collectivités sur les réseaux sociaux est l'enjeu économique. Les collectivités font face à une diminution de leurs ressources financières, limitant leur capacité à remplir leur mission. Un autre défi majeur auquel ces organisations doivent faire face : les risques numériques et la propagation de fake news. Bad buzz, fausses informations et critiques publiques demandent une vigilance constante et une adaptation rapide.

Les collectivités cherchent à évaluer l'impact de leurs actions grâce à des indicateurs, tels que le taux d'engagement, la portée des publications ou encore la participation citoyenne. La mesure de ces retombées rend compte de la stratégie adoptée par les collectivités pour promouvoir leurs services et communiquer avec les citoyens.

EMMA TISNES

AURÉLIE LABORDE, DE MAÎTRE DE CONFÉRENCES À PROFESSEURE DES UNIVERSITÉS

Depuis septembre 2024, Aurélie Laborde est professeure des universités à l'Université Bordeaux Montaigne. Après deux décennies en tant que maître de conférences à l'ISIC, ce nouveau poste lui permet d'approfondir ses travaux de recherche et enseignements autour de thématiques qui lui sont chères.

© Aurélie Laborde

Diplômée d'une maîtrise en 1996, Aurélie Laborde poursuit ses études avec un DEA de recherche en science de l'information et de la communication. Elle soutient une thèse sur les discours autour de la communication à distance, du télégraphe optique à internet. En 2001, elle rejoint l'ISIC comme maître de conférence et prend la direction du master de communication des organisations. Aujourd'hui, Aurélie Laborde est également responsable éditoriale de la publication scientifique « *Communication et Organisation* », seule revue francophone entièrement dédiée à la communication organisationnelle, et de l'équipe de recherche de l'axe Communication, organisation et société (COS) du laboratoire du MICA.

Son nouveau poste de professeure des universités lui permet d'encadrer et d'accompagner des doctorants dans la réalisation de leurs thèses, et de proposer des programmes de recherche importants. Aurélie Laborde considère la recherche comme « *la possibilité d'être toujours curieux, toujours en quête, d'aller toujours explorer des sujets* » et affirme qu'elle est indissociable de l'enseignement : « *Quand j'ai vraiment du temps pour faire de la recherche, les enseignements sont meilleurs, c'est un équilibre.* » Ce nouveau métier demande à Aurélie Laborde des compétences managériales, puisqu'elle gère à la fois l'équipe de recherche, l'équipe éditoriale de la revue et l'équipe pédagogique du master.

PERSPECTIVES DE RECHERCHE COLLABORATIONS INTERNATIONALES

Pour accéder au poste de professeur des universités, Aurélie Laborde réalise une habilitation sur la question des violences numériques au travail et sur les résistances associées. Issue de ses vingt années de travail autour des incivilités numériques et de l'imaginaire du numérique, cette production repose sur le champ de recherche anglophone des « *dark side studies.* » Actuellement, Aurélie Laborde mène un programme de recherche sur l'infobésité, qu'elle définit comme « *la surcharge cognitive et informationnelle au travail.* »

Aurélie Laborde s'engage à renforcer les collaborations internationales. Elle participe au « *European Communication Monitor,* » une enquête européenne sur les communicants, dans laquelle elle est chargée d'analyser comment les phénomènes géopolitiques récents ont transformé les pratiques de communication des entreprises internationales. Son engagement international se manifeste aussi par son envie de faire évoluer la formation qu'elle dirige, en y intégrant des enseignements en anglais. Pour les cinq prochaines années, elle ambitionne de se concentrer sur cette dimension : « *J'ai envie d'œuvrer au lien entre la France et nos collègues européens, pour renouveler un peu les recherches.* »

ANNA LABOURDETTE

RAFAEL LALANNE-TOUCHY, GESTIONNAIRE DES MASTERS D'INFO COM

Après presque deux ans à l'accueil de l'UFR STC, Rafael Lalanne-Touchy occupe depuis septembre le poste de Gestionnaire des masters d'information communication.

Rafael Lalanne-Touchy effectue un DUT d'informatique à Gradignan à l'Université de Bordeaux, avant de finalement s'orienter vers des études de langues. Il suit une licence, puis un master d'études chinoises à l'Université Bordeaux Montaigne. Alors que ses études ne sont pas les plus professionnalisantes, Rafael Lalanne-Touchy ne se voit pas entamer une carrière dans la recherche. « *J'ai fait mes études par intérêt d'apprentissage, par intérêt académique, pas forcément en ayant un projet professionnel fixe,* » confie-t-il. A l'obtention de son diplôme, il postule à un poste à l'accueil de l'université, curieux de découvrir cette profession.

Rafael Lalanne-Touchy tient le rôle de gestionnaire des masters d'information communication depuis septembre, et remplace ainsi Nathalie Waterlot. « *Je m'occupe de quatre versions de diplômes : communication des organisations stratégie et conseils, Communication des générations, sémiologie et communication, communication publique et politique,* » précise-t-il.

AU COEUR DE L'ACTION

Dès son arrivée, Rafael Lalanne-Touchy doit s'occuper de la fin des inscriptions administratives et pédagogiques pour les nouveaux étudiants et ceux en progression. En parallèle, il s'occupe de saisies de notes, tout particulièrement à l'attention des étudiants qui présentent leur soutenance ou leur mémoire sur cette période. « *Je suis*

© Rafael LALANNE-TOUCHY

arrivé au cœur de l'action avec la rentrée, » plaisante-t-il. En tant que gestionnaire de master, Rafael Lalanne-Touchy a un rôle à la fois administratif et d'accompagnement des étudiants. Il les suit dès leur inscription, en passant par leurs demandes de césure, de stage ou d'alternance. Il échange aussi avec les enseignants sur des questions pratiques, comme au sujet des parcours particuliers des étudiants ou des aménagements dont ils doivent bénéficier.

Si Rafael Lalanne-Touchy regrette le contact direct qu'il avait avec les étudiants, les enseignants et les membres du personnel, il se plaît dans ses nouvelles missions. « *J'ai un peu moins l'accueil du public qu'à l'accueil, mais je découvre ce que c'est de suivre des promotions,* » explique-t-il.

Dans la continuité de l'envie de découverte qui l'a mené à son poste actuel, Rafael Lalanne-Touchy n'exclut pas d'autres perspectives au sein de l'université.

ANNA LABOURDETTE ET AMY BERTHELOT

ANNE GESLIN-BEYAERT, RÉFÉRENTE DÉONTOLOGIE

À Bordeaux Montaigne, un nouveau rôle de référent déontologue a vu le jour en 2021. Ce poste, encore méconnu, a été confié en juin 2024 à Anne Geslin-Beyaert professeure à l'ISIC spécialisée en sémiotique.

Derrière le rôle de déontologue se cache une carrière riche et diversifiée. Professeure des universités en sémiotique, spécialisée dans l'étude des images et du design, Anne a d'abord été interprète pendant cinq ans puis journaliste pour *La Voix du Nord* avant de reprendre ses études et d'obtenir un doctorat en sémiotique à Limoges. Elle est ensuite chargée de cours au Canada avant de revenir à Limoges en tant que maître de conférences et directrice du laboratoire. C'est en 2012 qu'elle rejoint l'université Bordeaux Montaigne, où elle enseigne en tant que professeur.

RÔLE CONSULTATIF AU SERVICE DE L'ÉTHIQUE

Le poste de référent déontologue, qu'elle occupe depuis juin, consiste à fournir un cadre éthique au sein de l'université, en intervenant dans les conflits interpersonnels et en prévenant les dérives professionnelles. Son rôle est essentiellement consultatif : elle ne dispose d'aucun pouvoir décisionnel, mais peut faire des recommandations pour apaiser les tensions ou résoudre des situations délicates, qu'il s'agisse de problèmes de relations humaines, de harcèlement ou de réputation.

« *Je travaille pour que la vie à l'université soit la plus sereine possible,* » confie-t-elle. En tant que référente, elle reçoit des sollicitations de toutes parts : étudiants, enseignants, mais aussi personnels administratifs. Le but est de trouver des solutions amiables aux différends, avant qu'ils ne prennent une ampleur juridique.

POSTE STRATÉGIQUE DANS UN ENVIRONNEMENT COMPLEXE

Cette fonction est récente, mais sa nécessité semble évidente. L'université, en pleine évolution, s'est dotée d'un référent déontologue pour encadrer des situations parfois floues, où les limites éthiques et professionnelles ne sont pas toujours claires. Bien qu'elle n'ait pas de pouvoir coercitif, elle peut néanmoins rappeler le cadre déontologique. « *Je rappelle les règles du statut de fonctionnaire de la façon la plus aimable possible aux collègues qui seraient incriminés ou je vais les voir, c'est ce que j'ai fait pour l'instant.* »

La déontologie, dans le contexte universitaire, ne se résume pas à la simple application de règles. Il s'agit aussi de favoriser le respect mutuel et de garantir des relations professionnelles saines. « *Je suis là pour éviter que des conflits ne dégénèrent, pour régler les problèmes avant que ça n'aille trop loin,* » précise-t-elle. Ainsi, elle intervient régulièrement dans des situations de harcèlement, de conflits entre les personnes ou encore dans la gestion de la réputation académique.

RÔLE DE CONSEIL, DE MÉDIATION ET DE PRÉVENTION

L'une des missions principales de la déontologie à l'université est de garantir l'intégrité des relations humaines, que ce soit entre étudiants, chercheurs ou enseignants. Parfois, des situations complexes nécessitent la collaboration avec d'autres services de l'université, comme la cellule en charge de l'intégrité scientifique.

Bien que le rôle de déontologue soit encore peu connu, madame Geslin-Beyaert constate une augmentation des demandes d'intervention. Depuis sa nomination, elle a été sollicitée par plusieurs membres de l'université. « *Ce n'est pas qu'il y ait plus de problèmes mais le fait qu'on y porte attention, qui déclenche les choses,* » explique-t-elle. Elle est également en contact avec d'autres référents d'universités partout en France, permettant ainsi de créer un réseau pour mieux résoudre les situations complexes.

UN ENGAGEMENT QUI RÉPOND À UN BESOIN

Ce n'est pas un rôle facile car il est encore un peu flou et abstrait, mais Anne fait de son mieux pour aider. « *J'aime essayer d'améliorer les choses, que la vie soit la plus agréable possible dans notre université parce que j'aime bien mon université et je pense qu'on doit pouvoir travailler sereinement, tout simplement,* » conclut notre référente déontologue.

AMY BERTHELOT

© Anne GESLIN-BEYART

ATIIA : UN NOUVEL AXE DE RECHERCHE AU MICA

Transitions et innovations, ce sont les deux enjeux majeurs du nouvel axe baptisé ATIIA (pour Analyse des Transitions et des Innovations en Information et en Art) du laboratoire MICA (Média Information Communication Art). Quand le numérique et l'art se rencontrent, il n'est pas question de fusion mais de partage d'ambitions communes entre diverses communautés de chercheurs.

Depuis janvier 2025, c'est avec de nouveaux objectifs que les chercheurs des anciens ICIN (Information Connaissance et Innovation Numérique) et ADS (Art Design Scénographie) travaillent ensemble au sein du MICA. Intéressés par la relation interdépendante entre innovations et transitions, ces universitaires se sont rapprochés pour mettre de nouveaux projets en place au sein de l'ATIIA.

Dans le top 3 des plus grands laboratoires en Sciences de l'Information et de la Communication, le MICA étudie les phénomènes contemporains en matière d'information, de données, dans les médias et dans l'art. Il se compose de six axes, maintenant cinq avec la création de l'ATIIA.

© Vincent LIQUETE

DEUX UNIVERS… DEUX OBJECTIFS !

Quand l'ICIN étudie les mutations par et avec le numérique, l'ADS se charge de celles avec et autour de l'art.

Ex-responsable de l'axe ICIN et désormais co-responsable de l'axe ATIIA, en collaboration avec Cécile Croce et Nicolas Nercam, Vincent Liquète est clair : « *Il ne s'agit pas d'une fusion mais bien d'un rapprochement d'intentions scientifiques* ! » Chaque chercheur conserve donc son domaine de prédilection, mais travaille désormais sur des projets communs, agrégeant des sensibilités scientifiques diverses et variées. « *On note d'ailleurs que quelques chercheurs d'autres axes qu'ICIN ou ADS nous ont rejoints,* » ajoute Vincent Liquète.

Les deux maîtres mots du nouvel axe : analyser et comprendre les phénomènes de Transition et d'Innovation… sous toutes leurs formes ! C'est grâce aux différentes transitions (savoirs, environnement, macro-social ou sexualité) que de nombreuses innovations apparaissent dans des sphères artistiques, politiques ou technologiques par exemple.

L'axe s'attèle donc à l'analyse des imaginaires sociaux, des pratiques d'information et de médiatisation, très souvent non remises en question par les utilisateurs d'internet. L'objectif est de décrypter le caractère « *innovant* » ou « *transitionnel* » des dynamiques sociales contemporaines.

ABONDANCE DE SUJETS

Les espaces alternatifs (potagers partagés, jardins communautaires...) représentent un vrai enjeu pour la recherche. C'est le cas du projet Fablab More, financé grâce à l'Agence Nationale de la Recherche sous le label « *sciences avec et pour la société* », qui se poursuit dans ce nouvel axe. Les espaces Fablabs sont des tiers-lieux à caractère innovant, qui facilitent et encouragent les transitions dans les savoirs et le vivre ensemble. Ses utilisateurs sont souvent des jeunes en réinsertion (transition vers l'emploi). Ainsi, grâce à des médiateurs et des animateurs, les usagers réparent et créent de nouveaux objets, voire même des innovations à leur tour.

© Vincent LIQUETE

AMÉLIORER POUR ANTICIPER

Le MICA est à mi-chemin de sa prochaine évaluation par le HCÉRES (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur). Cette instance évalue les laboratoires tous les cinq ans. « *Par ses analyses, ses évaluations, et ses recommandations, il accompagne, conseille et soutient la démarche d'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur et de la recherche en France* » (Site web du Hcéres).

Depuis sa toute dernière évaluation très positive en 2022, le MICA entend prendre les devants : « *Nous avons voulu montrer notre capacité collective à anticiper, à réorganiser entre nous nos priorités de recherche avant la prochaine évaluation,* » explique Vincent Liquète. C'est ainsi que l'ATIIA voit le jour pour contrer l'impression d'émiettement donnée par une partie des recherches.

Seule ombre au tableau, la question de gestion d'information, que ce nouvel axe ne couvre pas. C'est désormais l'axe E3D de Nathalie Pinède et Olivier Le Deuff qui récupère ces questions.

ALICIA MOCCATTI

POP UP, LES NOUVELLES PLUMES INTERNATIONALES

Info Pop-up, *à la fois association et média étudiant, est en pleine expansion. Le nombre de ses membres augmente et avec lui la part d'étudiants étrangers également.*

La ligne éditoriale accessible de Pop-Up est une opportunité pour des étudiants de divers horizons de travailler en équipe pour servir un dessein journalistique. Le choix des sujets traités dépend de l'actualité mais prend également racine sur les appétences et les centres d'intérêts des membres. Cette année, plusieurs étudiants internationaux, venant notamment de Suisse, d'Espagne et d'Italie, ont rejoint l'aventure. La plus-value qu'apportent des regards neufs, construits par d'autres cultures et environnements, est importante selon le coprésident de l'association Milo Mulina-Normand.

Parti aux Pays-Bas en Erasmus l'an passé, il reconnaît la valeur de la mixité pour servir la diffusion de l'information. Erasmus est un programme d'échange pour les étudiants offrant la possibilité de partir étudier dans une université partenaire à travers l'Europe. Selon Milo, il s'agit là d'un véritable échange gagnant-gagnant.

Pour découvrir le travail de ces étudiants, n'hésitez pas à jeter un coup d'œil sur « cartes blanches » sur le site d'*Info Pop-Up*.

TESSA DARS

Pour eux c'est bénéfique aussi, ça les aide à améliorer leur langue française orale et écrite

Milo

DE LOMÉ À BORDEAUX, ERASMUS VERSION SOLIM ET DOMINIQUE

Solim et Dominique, deux étudiants togolais, ont récemment vécu une aventure unique grâce au programme Erasmus. Originaires de Lomé, ils ont été sélectionnés parmi de nombreux candidats pour poursuivre leurs études à l'Université Bordeaux Montaigne. Récit.

Solim et Dominique, respectivement étudiant.e en journalisme et communication à l'Institut des Sciences de l'Information, de la Communication et des Arts (ISICA) de l'université de Lomé au Togo, ont tous deux postulé pour la bourse Erasmus. Après avoir suivi un processus de sélection exigeant, comprenant une étude de dossier et un entretien, ils ont été choisis pour représenter leur université sur le campus de Bordeaux Montaigne.

Les deux étudiants ont dû relever quelques défis administratifs, comme l'obtention de visas et l'achat des billets d'avion. Ils ont pu compter sur l'accompagnement de leurs universités respectives et de leurs aînés. « *Ce soutien a été essentiel pour nous permettre de surmonter ces obstacles et de concrétiser notre rêve,* » partage Dominique.

INTÉGRÉS DÈS LEUR ARRIVÉE

Arrivés à Bordeaux en septembre, Solim et Dominique ont été accueillis par des membres de la communauté togolaise locale. Leur installation s'est déroulée sans encombre, grâce au soutien du CROUS et d'associations étudiantes. Pour se familiariser avec ce nouvel environnement, ils ont pu assister à des événements d'intégration organisés par l'université et ESN Bordeaux, la section locale qui accueille et intègre les étudiants internationaux à Bordeaux. « *Ces événements nous ont permis de rencontrer d'autres étudiants et de créer des liens forts dès les premiers jours,* » explique Solim.

© Aboubacar BAH

Sur le plan académique, Solim et Dominique ont constaté des différences notables avec leurs études au Togo. Si les cours à Bordeaux sont plus approfondis, ils se sont rapidement adaptés grâce à leur formation préalable au sein de la licence délocalisée en information et communication de Bordeaux Montaigne à l'Université de Lomé. Le soutien des professeurs a également joué un rôle important.

« *Les services universitaires sont facilement accessibles,* » souligne Dominique. Solim, quant à elle, apprécie les infrastructures modernes mises à sa disposition, notamment les bibliothèques et les espaces de travail collaboratif.

L'adaptation culturelle pose des défis incontournables. « *J'ai éprouvé un sentiment de solitude, à cause de l'éloignement avec mes proches,* » confie Solim. Pour Dominique, il a fallu s'habituer au climat plus froid de Bordeaux. Les activités extra-académiques auxquelles ils ont participé ont été une solution pour créer des rapprochements et explorer la ville.

Cette expérience a renforcé leur désir de poursuivre leurs études en France. Solim veut suivre un master en dispositifs numériques éducatifs. « *J'espère revenir en France pour une formation complémentaire,* » confirme Dominique. Tous les deux encouragent les autres étudiants togolais à saisir cette opportunité, insistant sur les bénéfices qu'apporte une telle expérience, comme l'ouverture d'esprit et la capacité d'adaptabilité. « *Erasmus n'est pas seulement une expérience académique, c'est une aventure humaine qui transforme notre vision du monde,* » conclut Solim.

Le témoignage de Solim et Dominique illustre la richesse des échanges culturels et académiques offerts par le programme Erasmus. Par leur parcours et leur résilience, les deux étudiants sont devenus source d'inspiration au sein de la communauté étudiante de Lomé.

© Solim TCHANGAI

KHADI EL HASSEN SAID ET ABOUBACAR BAH

L'ISIC REMERCIE SES PARTENAIRES.
LE PARCOURS DE SES ÉTUDIANTS
ET LEUR DEVENIR PROFESSIONNEL
DOIVENT BEAUCOUP À LA CONFIANCE
QUE VOUS LEUR ACCORDEZ.

ISIC - Institut des Sciences de l'Information et de la Communication
Bâtiment G | Domaine universitaire F-33607 PESSAC Cedex
Tél. +33 (0)5 57 12 62 80 | Fax +33 (0)5 57 12 45 33
www.u-bordeaux-montaigne.fr | accueil-ufr-stc@u-bordeaux-montaigne.fr

Merci d'avoir soutenu
nos formations en 2024